



Un 1^{er} mai Rassembleur pour les droits des travailleuses et travailleurs

Le 1^{er} mai, journée internationale des travailleuses et travailleurs, va se tenir dans un contexte marqué par les guerres terriblement meurtrières partout dans le monde, notamment en Ukraine et en Palestine. Nos organisations CFTD, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, SUD, UNSA et MNL réaffirment leur engagement pour une paix juste et durable dans le cadre du respect absolu du droit international, qui ne peut se faire aux conditions de l'agresseur.

En France, les travailleur·euses sont sous la menace d'un nouveau plan d'austérité. Pour multiplier les cadeaux aux entreprises, ce qui aggrave les inégalités sociales, le gouvernement annonce faire des milliards d'économies sur les politiques sociales et les services publics, la transition écologique ou en faisant les poches des chômeurs et chômeuses, de celles et ceux qui sont malades, ou encore en s'attaquant une nouvelle fois au Code du travail. Loin de "désmicardiser" le pays, il poursuit sa politique au service des plus riches en distribuant de l'argent public aux entreprises privées, notamment les plus grosses, sous forme d'exonérations de cotisations sociales : plus les salaires sont bas, plus les aides publiques sont conséquentes, ce qui encourage les directions d'entreprises à maintenir des millions de salarié·es avec des fiches de paie proches du SMIC.

A l'image du SMIC, il faut a minima indexer les salaires, pensions et le point d'indice sur les prix. Il y a urgence à augmenter les salaires et les pensions de retraites, et garantir une réelle égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes dans le prolongement des mobilisations du 8 mars. Elles sont souvent moins payées et en situation de précarité. Nous rappelons d'ailleurs qu'elles sont les premières victimes de la réforme des retraites tout comme les seniors.

C'est pourquoi nous exigeons toujours l'abrogation de la réforme des retraites, imposée arbitrairement et de manière violente.

La précarité et la pauvreté gagnent du terrain, en particulier chez les étudiant·es : un·e sur deux travaille pour financer ses études, deux étudiant·es sur trois sautent régulièrement des repas et plus de trois étudiant·es sur dix renoncent à des soins faute d'argent. Un·e sur deux est mal logé·e. Un·e étudiant·e sur 5 ne mange pas à sa faim. Il faut augmenter les minima sociaux, les bourses d'études et réformer en urgence ce système d'aide pour que chacun·e puisse étudier dans des conditions dignes.

Nos organisations appellent à s'opposer aux politiques d'austérité en France comme en Europe. Alors que des profits records sont enregistrés, nos organisations militent pour le progrès social et le renforcement de la protection sociale en Europe et partout dans le monde et s'opposent aux projets de contre-réformes et aux projets réactionnaires qui réduisent les droits et conquies des travailleuses et travailleurs.

Elles dénoncent les attaques aux libertés collectives et individuelles, notamment contre les bourses du travail, le droit de grève et le droit de manifester, les libertés syndicales mais aussi les entraves à la liberté d'expression, par exemple sous-couvert des lois anti-terroristes.

Nos organisations appellent les travailleuses et travailleurs, les jeunes, étudiant·es et retraité·es, à manifester partout en France le 1^{er} mai contre l'austérité et le rejet de l'autre, pour l'emploi, les salaires, les services publics, la protection sociale, les libertés et la paix juste et durable dans le monde.

Le 16 avril 2024